



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 décembre 2004  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-neuvième session

Point 83 d) de l'ordre du jour

### Questions de politique macroéconomique : produits de base

#### Rapport de la Deuxième Commission\*

*Rapporteur* : M. Azanaw Tadesse **Abreha** (Éthiopie)

## I. Introduction

1. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 83 d) de l'ordre du jour (voir A/59/481, par. 2). Elle s'est prononcée sur l'alinéa d) de ce point à ses 31<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> séances, les 10 novembre et 16 décembre 2004. Ses débats sur la question sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/59/SR.31 et 40).

## II. Examen des projets de résolution A/C.2/59/L.26 et L.26/Rev.1

2. À la 31<sup>e</sup> séance, le 10 novembre, le représentant du Qatar a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 ainsi que de la Chine, un projet de résolution intitulé « Produits de base » (A/C.2/59/L.26), dont le texte était le suivant :

« *L'Assemblée générale,*

*Rappelant sa résolution 58/204 du 23 décembre 2003 et soulignant qu'il est urgent de l'appliquer intégralement,*

*Rappelant également la Déclaration du Millénaire, adoptée par les chefs d'État et de gouvernement le 8 septembre 2000,*

---

\* Le rapport de la Commission sur cette question sera publié en cinq parties, sous les cotes A/59/481 et Add.1 à 4.



*Rappelant en outre* le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement,

*Rappelant* le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable,

*Rappelant également* le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la Décennie 2001-2010 et prenant note du rapport intitulé *Les pays les moins avancés, Rapport 2004*,

*Prenant note* de l'évolution des négociations de l'Organisation mondiale du commerce, en particulier sur les échanges de produits agricoles,

*Prenant note également* du Consensus de São Paulo, adopté à la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en particulier du paragraphe 100 et de la partie B de l'annexe,

*Prenant note en outre* du rapport du Conseil du commerce et du développement sur les travaux de sa cinquante et unième session,

*Consciente* du fait que les cours des produits de base sont un élément important pour les pays pauvres très endettés qui sont tributaires des produits de base pour maintenir une gestion viable à long terme de leur dette,

*Rappelant* les objectifs énoncés dans la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, ainsi que dans le document final du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après, dans lequel est renouvelé l'engagement d'éliminer la faim et la pauvreté,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général relatif aux tendances et perspectives mondiales concernant les produits de base, et notamment, du fait que la tendance à la baisse des prix réels de nombreux produits de base se poursuit;

2. *Constate* que nombre de pays en développement demeurent fortement tributaires de produits primaires qui constituent leur principale source de recettes d'exportation, d'emplois, de revenus et d'épargne, aussi bien qu'un moteur de l'investissement, de la croissance économique et du développement social,

3. *Réaffirme* qu'il importe, tout en poursuivant la diversification, de maximiser la contribution du secteur des produits de base à la croissance économique soutenue et au développement durable des pays en développement tributaires de ces produits;

4. *Demande* à la communauté internationale de faire face à la perte de compétitivité et à la baisse de la production et des échanges des produits de base, et de prendre les mesures nécessaires pour améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des pays en développement tributaires des produits de base;

5. *Constate* que les changements structurels sur les marchés internationaux des produits de base, en particulier la concentration croissante des échanges et de la distribution, mettent en difficulté les petits exploitants

agricoles et les producteurs et exportateurs de produits de base dans les pays en développement;

6. *Constate également* que les pays développés effectuent les deux tiers des importations mondiales de produits de base autres que les combustibles, et souligne à cet égard le rôle crucial que jouent les pays développés dans l'instauration sur les marchés internationaux des produits de base de conditions favorables aux pays en développement qui sont tributaires des produits de base;

7. *Encourage* les organisations internationales compétentes, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la CNUCED, à accroître leurs efforts visant à élaborer et à mettre en œuvre des mécanismes de gestion des risques liés aux produits de base pour résoudre les problèmes que posent ces produits dans les pays en développement;

8. *Note* que les capacités de production et l'adaptabilité de nombreux pays sont limitées par leurs capacités institutionnelles et techniques insuffisantes, et lance un appel aux pays développés et aux organisations internationales pour qu'ils fournissent les ressources extérieures nécessaires et un soutien dans le domaine du renforcement des capacités et des institutions à ces pays afin qu'ils poursuivent le développement de leur secteur des produits de base;

9. *Se déclare préoccupée* par les difficultés que rencontrent les pays en développement pour financer et appliquer des programmes de diversification viables, ceux-ci étant essentiels pour leur développement durable et leur accès aux marchés pour leurs produits de base;

10. *Note avec préoccupation* la diminution de l'aide publique au développement en faveur de l'agriculture, demande instamment à la communauté des donateurs de renforcer son assistance à ce secteur et demande également instamment aux pays donateurs et aux organisations d'accroître leur appui financier et technique aux activités visant à faire face aux problèmes liés aux produits de base, en particulier aux besoins et aux problèmes des pays en développement qui sont tributaires de ces produits;

11. *Constate* que les exigences des marchés peuvent susciter de redoutables difficultés aux producteurs et exportateurs de produits de base des pays en développement, en particulier les petits exploitants agricoles, et demande instamment aux pays développés et aux pays en développement de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre à ces producteurs de se placer sur les filières de l'offre mondiale et d'appliquer des mesures visant à faciliter leur participation effective à ces filières, et demande au secteur privé de promouvoir des partenariats qui contribuent à cette participation effective des petits producteurs aux filières de l'offre;

12. *Encourage* les pays en développement à élaborer, dans leurs stratégies et programmes nationaux de développement, des politiques particulières relatives aux produits de base, en créant un climat qui incite les producteurs des zones rurales et les petits exploitants agricoles, et encourage les pays donateurs et les organisations à fournir l'appui nécessaire;

13. *Souligne* qu'il est important de continuer à diversifier le secteur des produits de base et de renforcer sa compétitivité dans les pays en développement qui sont fortement tributaires de ces produits, et engage les pays donateurs et les organisations à cet égard à fournir l'appui nécessaire;

14. *Regrette* que les systèmes visant à atténuer les effets des déficits de recettes sont loin d'atteindre les objectifs escomptés à l'origine, et demande instamment aux pays donateurs et aux organisations d'aider à instituer un financement compensatoire opérationnel en harmonie avec les marchés;

15. *Réaffirme* le rôle de la CNUCED pour aborder les questions liées aux produits de base de façon globale, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux dispositions du Consensus de São Paulo, et, à cet égard, engage les pays développés à fournir des ressources supplémentaires en vue de permettre à la CNUCED d'entreprendre ces activités;

16. *Prie* le Secrétaire général de la CNUCED d'élaborer, en coopération avec les autres organisations compétentes, un cadre général pour le développement du secteur des produits de base, et engage ces organisations à aider à l'appliquer;

17. *Note avec préoccupation* que les prix réels de nombreux produits de base sont encore à des niveaux historiquement très bas et prie la CNUCED d'étudier les moyens de résoudre ce problème et de faire face aux situations de surproduction persistante en prenant des mesures aux niveaux international et national;

18. *Demande instamment* aux parties prenantes qui se sont déclarées désireuses de participer à l'Équipe spéciale internationale sur les produits de base créée à la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi qu'aux autres parties intéressées, de contribuer financièrement et techniquement au fonctionnement effectif de l'Équipe spéciale, et encourage les autres pays donateurs et organisations à y participer;

19. *Prie* la CNUCED de faire des recommandations sur la création d'un fonds de diversification des produits de base, axé sur le développement des capacités du secteur privé, le renforcement des institutions du marché, le développement de robustes associations de producteurs pour les produits de base en prévoyant un rôle approprié pour les producteurs, y compris les femmes et les petits exploitants agricoles, le développement des infrastructures clefs et la stimulation des investissements;

20. *Prie* le Secrétaire général de la CNUCED de soumettre un rapport sur l'application de la présente résolution et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa soixante et unième session sur les tendances et perspectives mondiales concernant les produits de base;

21. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et unième session, au titre du point intitulé "Questions de politique macroéconomique" la question subsidiaire intitulée "Produits de base". »

3. À la 40<sup>e</sup> séance, le 16 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé, intitulé : « Produits de base » (A/C.2/59/L.26/Rev.1) soumis par le Gabon au nom du Groupe des 77 et de la Chine.
4. À la même séance, le représentant du Guyana, en sa qualité de facilitateur, a modifié oralement le texte du projet de résolution A/C.2/59/L.26/Rev.1.
5. Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé un vote enregistré sur le paragraphe 12 du projet de résolution A/C.2/59/L.26/Rev.1.
6. Les représentants du Qatar (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), du Bénin, des États-Unis d'Amérique, de la République-Unie de Tanzanie et du Soudan ont fait des déclarations.
7. Le représentant des Pays-Bas (au nom de l'Union européenne) est intervenu pour expliquer son vote avant le vote.
8. À la même séance, la Commission a adopté le paragraphe 12 du projet de résolution par 150 voix contre une, avec deux abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour*<sup>1</sup> :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie-et-Monténégro, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Ont voté contre* :

États-Unis d'Amérique.

<sup>1</sup> La délégation de l'Arabie saoudite a par la suite indiqué qu'elle aurait voté pour le paragraphe 12 du dispositif si elle avait été présente.

*Se sont abstenus :*

Canada, Israël.

9. Le représentant du Japon a fait une déclaration après le vote pour expliquer son vote.

10. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/59/L.26/Rev.1 dans son intégralité sans le mettre aux voix (voir par. 11).

### III. Recommandation de la Deuxième Commission

11. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

#### Produits de base

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 57/236 du 20 décembre 2002 et 58/204 du 23 décembre 2003, et soulignant qu'il est urgent de les appliquer intégralement,

*Rappelant également* la Déclaration du Millénaire adoptée par les chefs d'État et de gouvernement le 8 septembre 2000<sup>1</sup>,

*Prenant note* du Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>2</sup>,

*Prenant note également* du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable<sup>3</sup>,

*Prenant note en outre* du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010<sup>4</sup> et du rapport intitulé *Les pays les moins avancés, Rapport 2004*<sup>5</sup>,

*Rappelant* le programme de travail de Doha<sup>6</sup> adopté à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce tenue à Doha le 14 novembre 2001 et se félicitant de la décision adoptée à ce propos le 1<sup>er</sup> août 2004 par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce,

*Prenant note* du Consensus de São Paulo adopté à la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en particulier des paragraphes consacrés aux produits de base<sup>7</sup>,

*Prenant note également* du rapport du Conseil du commerce et du développement sur les travaux de sa cinquante et unième session<sup>8</sup>,

*Consciente* du fait que le cours des produits de base est, pour les pays pauvres très endettés qui sont tributaires de ces produits, un facteur important de la gestion viable à long terme de leur dette,

<sup>1</sup> Voir résolution 55/2.

<sup>2</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique) 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

<sup>3</sup> *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 2, annexe.

<sup>4</sup> Voir A/CONF.191/13, chap. II.

<sup>5</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.04.II.D.27.

<sup>6</sup> Voir A/C.2/56/7, annexe.

<sup>7</sup> TD/412, par. II.

<sup>8</sup> A/59/15 (Part V). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 15*.

*Prenant note* des objectifs énoncés dans la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation<sup>9</sup>, ainsi que dans le document final du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après<sup>10</sup>, dans lequel est renouvelé l'engagement d'éliminer la faim et la pauvreté,

*Constatant* que les changements structurels sur les marchés internationaux des produits de base, en particulier la concentration croissante des échanges et de la distribution, mettent en difficulté les petits exploitants agricoles et les producteurs et exportateurs des produits de base dans les pays en développement,

*Se déclarant préoccupée* par les difficultés que rencontrent les pays en développement pour financer et appliquer les programmes de diversification viables qui sont indispensables à leur développement durable et à l'accès aux marchés de leurs produits de base,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général relatif aux tendances et perspectives mondiales concernant les produits de base<sup>11</sup>, et relève notamment que la tendance à la baisse des prix réels de beaucoup de ces produits de base se poursuit;

2. *Constate* que nombre de pays en développement demeurent fortement tributaires de produits primaires qui constituent leur principale source de recettes d'exportation, d'emplois, de revenu et d'épargne, et sont les moteurs de l'investissement, de la croissance économique et du développement social;

3. *Réaffirme* qu'il importe, tout en poursuivant la diversification, de maximiser la contribution du secteur des produits de base à la croissance économique soutenue et au développement durable des pays en développement tributaires de ces produits;

4. *Insiste* sur le fait que les pays en développement qui sont fortement tributaires de produits de base doivent poursuivre leurs efforts de promotion d'une politique nationale et d'un environnement institutionnel propices à la diversification et à la libéralisation des échanges et des exportations et à l'amélioration de leur position concurrentielle;

5. *Réaffirme* que chaque pays est responsable au premier chef de son développement économique et social, et reconnaît qu'un environnement national et international porteur suppose, entre autres choses, un cadre macroéconomique sain, des marchés concurrentiels, des droits de propriété bien définis, un climat favorable aux investissements, une saine gestion des affaires publiques, l'absence de corruption et des politiques réglementaires bien pensées protégeant l'intérêt public et donnant confiance dans le fonctionnement du marché;

6. *Encourage* les pays en développement à élaborer, avec au besoin le concours des pays donateurs et de la communauté internationale, une politique propre aux produits de base, à faciliter l'expansion des échanges, à réduire leur vulnérabilité et à améliorer leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire :

---

<sup>9</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Rapport du Sommet mondial de l'alimentation, 13-17 novembre 1996* (WFS 96/REP), première partie, appendice.

<sup>10</sup> Ibid., *Rapport du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après, 10-13 juin 2002*, première partie, appendice; voir également A/57/499, annexe.

<sup>11</sup> A/59/304.

a) En instaurant un climat propice à la participation des producteurs et des petits exploitants ruraux;

b) En poursuivant la diversification du secteur des produits de base et en améliorant sa position concurrentielle dans les pays en développement qui en sont fortement tributaires;

c) En favorisant le développement des technologies et en renforçant les systèmes, les institutions et les ressources humaines dans le domaine de l'information;

7. *Constate* que la capacité et l'adaptabilité de l'offre de beaucoup de pays souffrent de faiblesses institutionnelles et techniques et invite la communauté internationale à aider les pays en développement tributaires de produits de base à remédier à leur perte de compétitivité et aux tendances négatives de la production et des échanges, et à prendre des mesures pour améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des pays en développement tributaires de produits de base en soutenant l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies applicables à la filière des produits de base, et se félicite des initiatives prises en ce sens;

8. *Souligne* l'importance de l'aide publique au développement pour le développement agricole et rural et invite les pays en développement à donner la priorité à ce secteur dans leurs stratégies et leurs programmes nationaux de développement, notamment dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, et invite à ce propos les pays développés et la communauté des donateurs à renforcer encore l'aide qu'ils apportent dans ce domaine aux pays en développement en prêtant leur concours financier et technique aux activités tendant à résoudre les problèmes liés aux produits de base, notamment les besoins et les problèmes que connaissent les pays en développement qui en sont tributaires;

9. *Se félicite* de la décision prise par les membres de l'Organisation mondiale du commerce et juge très important que le programme de travail de Doha<sup>6</sup> de cette organisation soit mené à bien avec succès;

10. *Souligne à nouveau* l'importance de l'expansion des échanges et des investissements Sud-Sud dans le secteur des produits de base;

11. *Rappelle* le potentiel qu'offrent l'intégration et la coopération régionales du point de vue de l'efficacité des secteurs traditionnels des produits de base et des efforts de diversification;

12. *Prie* les pays développés qui ne l'ont pas encore fait d'agir de manière à donner accès au marché en franchise de droit et sans contingentement à tous les produits des pays les moins avancés, et invite les pays en développement qui sont en mesure de le faire à concourir à l'ouverture des marchés à ces pays;

13. *Reconnaît également* que les pays développés importent les deux tiers des produits de base non pétroliers et déclare qu'il faut d'urgence mettre en place des politiques et des mesures de soutien internationales pour améliorer le fonctionnement des marchés des produits de base grâce à la mise en place de mécanismes efficaces et transparents de formation des prix, notamment de bourses des marchandises, et grâce à l'exploitation d'instruments de gestion efficace et viable des risques que présentent les cours des produits de base;

14. *Constate* que les exigences des marchés peuvent susciter de redoutables difficultés pour les producteurs et exportateurs de produits de base des pays en développement, en particulier les petits exploitants agricoles, et demande instamment aux pays développés et aux pays en développement de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre à ces producteurs de se placer sur les filières de l'offre mondiale et d'appliquer des mesures visant à faciliter leur participation effective à ces filières, et demande au secteur privé de promouvoir des partenariats qui contribuent à cette participation effective des petits producteurs aux filières de l'offre;

15. *Invite* la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale et les autres institutions internationales compétentes, agissant chacune dans les limites de ses attributions, à s'attacher à faciliter davantage encore l'accès aux mécanismes du marché avec surveillance prudentielle pour la gestion des risques que présentent les fluctuations des cours des produits de base et les catastrophes naturelles, afin de régler les problèmes des pays en développement qui sont liés aux produits de base;

16. *Regrette* que les dispositifs d'atténuation des effets des déficits de recettes soient loin d'atteindre les objectifs escomptés à l'origine, et invite instamment les gouvernements et les institutions financières internationales à continuer à évaluer l'efficacité, y compris l'exploitabilité et la commodité, des systèmes de financement compensatoire des déficits des recettes d'exportation, et souligne à cet égard qu'il est important de donner aux producteurs de produits de base des pays en développement les moyens de s'assurer eux-mêmes contre les risques, y compris les catastrophes naturelles;

17. *Réaffirme* le rôle que joue la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans l'approche globale des questions liées aux produits de base, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux dispositions du Consensus de São Paulo<sup>7</sup>, et invite les partenaires du développement à fournir les ressources qui permettront à la Conférence d'entreprendre les activités correspondantes;

18. *Note avec préoccupation* que les prix réels de nombreux produits de base sont à la baisse et prie la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, agissant chacune dans les limites de ses attributions, d'étudier les moyens de contrer cette tendance et de déterminer la meilleure façon de régler le problème persistant d'une offre excédentaire;

19. *Demande* à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de continuer, en coopération avec toutes les parties prenantes, notamment les pays donateurs et les institutions, à faire fonctionner l'Équipe spéciale internationale des produits de base créée à la onzième session de la Conférence, et invite les parties intéressées à apporter volontairement leur soutien financier à l'Équipe;

20. *Souligne* la nécessité de renforcer le Fonds commun pour les produits de base et invite celui-ci, agissant en coopération avec le Centre du commerce international CNUCED/OMC, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les autres organes compétents, à renforcer encore les activités

couvertes par son Deuxième Compte dans les pays en développement, grâce à la mise en œuvre de la notion de filière de l'offre, en rendant les marchés plus accessibles et l'offre plus régulière, en renforçant la diversification et la production de valeur ajoutée, en améliorant la position concurrentielle des produits de base, en renforçant la filière de mise sur le marché, en améliorant la structure du marché, en élargissant la base d'exportation et en faisant participer effectivement toutes les parties prenantes;

21. *Invite* toutes les parties prenantes, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Fonds commun pour les produits de base et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, agissant chacun dans les limites de ses attributions, ainsi que les autres donateurs à renforcer le soutien qu'ils apportent au financement et à la diversification des produits de base, en s'intéressant surtout au développement des moyens du secteur privé et au renforcement des institutions du marché, en aidant à se développer des associations de producteurs de produits de base puissantes donnant aux producteurs, y compris les femmes et les petits agriculteurs, le rôle qui leur revient, en développant les infrastructures de base et en stimulant les investissements.

22. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en collaboration avec le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de lui rendre compte de l'application de la présente résolution et de lui présenter, à sa soixante et unième session, un rapport sur les tendances et les perspectives mondiales concernant les produits de base.

23. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et unième session, au titre du point intitulé « Questions de politique macroéconomique », la question subsidiaire intitulée « Produits de base ».